

Discours Bobigny
Vendredi 21 janvier 2011

Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus
Messieurs les chefs de cour,
Messieurs les Préfets,
Monsieur le président du TGI,
Madame le procureur,
Monsieur le président du tribunal de commerce,
Monsieur le président du conseil des prud'hommes,
Mesdames et Messieurs les conseillers,
Mesdames et Messieurs les magistrats,
Mesdames et Messieurs les avocats et représentants des professionnels
de justice,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de me retrouver parmi vous aujourd'hui à l'occasion de cette inauguration du nouveau bâtiment accueillant le tribunal de commerce et le conseil des prud'hommes. Cependant, avant d'évoquer ce nouvel outil au service de la justice dans le département de la Seine Saint Denis, je souhaite revenir sur la rentrée solennelle du TGI de Bobigny à laquelle j'ai participé tout à l'heure.

Ma présence à ce temps fort de la vie de votre juridiction, au moment où est installé Rémy HEITZ en tant que président du Tribunal de grande instance, à qui je souhaite une pleine réussite dans ses fonctions, doit être considérée comme une marque de considération. Je viens rendre hommage aux acteurs de la justice de ce département et leur témoigner mon estime dans un contexte difficile où chaque jour ils se doivent de contribuer par leur activité à l'œuvre de justice.

En venant à Bobigny, je reconnais les enjeux qui se nouent dans votre juridiction. Elle est par son activité, la seconde juridiction de France. Son

tribunal pour enfants est au premier rang des TPE du territoire national ; cette situation représente des défis importants dans un contexte d'exercice qui, ici plus qu'ailleurs, est difficile. Les difficultés sont nombreuses en Seine-Saint-Denis : un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, une précarité économique et sociale, et une délinquance forte et parfois violente.

Face à l'adversité, Magistrats, greffiers, fonctionnaires des juridictions de la Seine-Saint-Denis, vous ne baissez pas les bras. Vous pouvez compter sur moi, vous avez toute mon écoute et mon attention pour répondre aux difficultés auxquelles vous êtes confrontés.

Vous exercez vos fonctions dans un environnement difficile, comme en témoigne les récentes agressions aux abords du tribunal qu'ont eu à subir récemment trois femmes magistrats, à qui je réaffirme mon soutien. La justice doit pouvoir être exercée en toute sérénité, nous ne pouvons tolérer les violences, ni aucune forme de pression sur l'institution ; les actes à votre encontre doivent être sanctionnés.

La réponse aux difficultés de l'institution judiciaire, dans ce département comme partout sur le territoire national, doit être forte et pérenne, c'est la raison pour laquelle la Chancellerie a engagé des efforts sans équivalents qui se traduisent par de grands chantiers pour améliorer les conditions de travail des acteurs judiciaires, le fonctionnement des juridictions, et dans le même mouvement améliorer le service rendu au justiciable.

1. Depuis quelques années, le ministère de la justice a lancé un très vaste programme de modernisation des lieux de Justice, en mettant en place une **véritable politique immobilière en faveur des juridictions, responsable et cohérente**. Cette politique j'entends la mener avec détermination car, nous le savons, les conditions d'exercice de la justice

n'ont désormais plus rien de comparable à ce qu'elles pouvaient être il y a 20 ou 30 ans (volume d'affaires notamment).

Dans cet ambitieux programme de rénovation et de reconstruction aussi, nous poursuivons deux priorités complémentaires, qui sont au cœur de mon action :

- Il faut améliorer les conditions de travail des acteurs judiciaires – moderniser, garantir la sécurité des locaux, fournir des outils technologiques, adapter les locaux au volume d'affaires... sont autant de réalisations qu'il faut poursuivre ;
- En menant ce programme nous répondons mieux aux besoins du justiciable, en termes d'accessibilité et d'accueil dans les lieux de justice. Plus de 10 millions d'euros seront encore consacrés en 2011 à l'amélioration de l'accessibilité des bâtiments judiciaires pour les personnes handicapées notamment. Pour les opérations de modernisation ou de reconstruction complète, l'opérateur du ministère de la justice (APIJ) va ouvrir les chantiers de 32 palais de justice, dont 21 tribunaux sont déjà en phase opérationnelle.
- Pour la seule année 2011, la Chancellerie déploie 159 millions d'euros d'investissements immobilier au profit des palais de justice et 18 millions pour assurer l'entretien courant des bâtiments judiciaires.

Les résultats du programme immobilier, au sein de votre juridiction, sont tangibles : depuis 2004 près de 11 millions d'euros ont été consacrés aux aménagements au sein du tribunal pour répondre aux besoins de modernisation ou d'extension et avec les travaux lancés pour le Guichet Unique de Greffe, la sécurisation du tribunal et la rénovation électrique, c'est 5 millions d'investissements de plus qui sont consentis par le ministère.

A ces programmes de réajustement, il convient bien entendu d'ajouter les 25 millions d'euro consacrés au nouveau bâtiment accueillant le conseil des prud'hommes et le tribunal de commerce de Bobigny que nous inaugurons aujourd'hui. Je profite de cet instant pour **remercier tous ceux qui ont conduit cette opération**, l'APIJ, les services du ministère, du TGI, du tribunal de commerce et du conseil des prud'hommes et bien entendu les architectes et les entreprises. Vous avez là une belle structure, moderne et fonctionnelle, elle doit faire votre fierté mais vous devez aussi en faire le meilleur usage possible.

Mener une politique immobilière de qualité, c'est aussi prévoir l'avenir.

D'autres réalisations viendront car, grâce à la **mobilisation de la Chancellerie ainsi qu'à l'implication des chefs de cour et de juridiction**, le programme se poursuit à un bon rythme. Le projet d'envergure pour Bobigny, avec une enveloppe de près de 100 millions d'euros, illustre parfaitement cet engagement à vos côtés, il permettra de redéployer les différents services du TGI, devenu beaucoup trop exigu, pour conduire vos missions dans des conditions satisfaisantes.

J'ai d'ores et déjà débloqué les 200 000 euros nécessaires à la réhabilitation des anciens locaux du tribunal de commerce, pour une utilisation par le TGI dès janvier 2012.

2. La question des moyens constitue évidemment une priorité pour que la justice puisse être rendue avec efficacité et sérénité. Je sais pouvoir compter sur votre engagement au quotidien, mais j'ai pleinement conscience aussi qu'il faut poursuivre les efforts menés ces dernières années en termes d'**effectifs**.

Les territoires prioritaires feront l'objet de toute mon attention, et évidemment Bobigny est de ceux-là. Des efforts considérables ont été menés, ces cinq dernières années notamment, dans le cadre de la **convention d'objectifs** passée entre le ministère de la Justice, la Cour d'appel de Paris et la juridiction de Bobigny. Consciente des besoins, la Chancellerie est parfois même allée au-delà des objectifs de la convention : passant de 111 à 123 magistrats au siège et de 38 à 51 pour le parquet, et 47 fonctionnaires supplémentaires.

La convention a pris fin, mais son esprit perdure et avec lui l'engagement de la Chancellerie à vos côtés, pour continuer à renforcer les moyens.

Dans ces questions, je serai très concret, car vous attendez des réponses et nos objectifs sont clairs. **Je m'engage à combler, à compter de septembre 2011 compte tenu des délais de nomination, l'ensemble des postes de magistrats, de greffiers et de fonctionnaires vacants au TGI de Bobigny.** La juridiction pourra par ailleurs bénéficier de moyens supplémentaires (vacataires, magistrats et greffiers réservistes), notamment dans le cadre du plan d'apurement des peines d'emprisonnement en attente d'exécution, qui sera mis en place au niveau national dans les prochaines semaines.

3. Le gouvernement s'engage auprès des juridictions et de nos partenaires aussi pour donner tous les **moyens nécessaires à un travail en commun indispensable à l'œuvre justice.** La Seine-Saint-Denis a toujours su trouver des solutions innovantes pour une étroite collaboration des acteurs judiciaires et de leurs partenaires – auxiliaires de justice, services de l'Etat, aide sociale à l'enfance, communes et associations.

Des points restent encore à discuter et des améliorations à apporter. J'entends bien les inquiétudes et je sais l'importance d'écouter, mais surtout d'apporter des réponses concrètes aussi.

Je mettrai l'accent sur **deux grandes priorités** :

- l'aide juridictionnelle
 - et, comme je l'indiquais à l'instant, l'exécution des peines.
- Dans le contexte de réforme de la garde à vue, les professions ont exprimé leurs inquiétudes concernant **l'aide juridictionnelle**, je sais Monsieur le Bâtonnier la situation particulière de votre profession en Seine-Saint-Denis, compte-tenu de la part de l'aide juridictionnelle dans les revenus des avocats.

Mon premier souci est donc d'**absorber les besoins existants**, et je sais combien ils sont importants pour les avocats de la Seine-Saint-Denis, il est aussi d'**anticiper aussi les besoins à venir**.

La réforme de la garde à vue constitue une avancée considérable pour les droits de la défense, mais en renforçant le rôle et la présence de l'avocat elle crée de nouveaux besoins d'aide juridictionnelle. Nous l'avons bien compris en allouant 80 millions d'euros supplémentaires. L'Etat a pris l'engagement ferme d'assurer la priorité du financement en matière pénale, cette responsabilité sera assumée.

Les enjeux de l'aide juridictionnelle vont au-delà de cette réforme, bien entendu. Il faut en effet réfléchir aux moyens de financement complémentaires de l'AJ, des solutions pérennes et efficaces doivent être trouvées. Plusieurs pistes existent et je m'engage à retenir rapidement celle qui offrira le meilleur financement, celui qui pourra s'inscrire dans durée aussi. Soyez assurés déjà que nous excluons toute taxation des professions juridiques et judiciaires.

- J'entends mettre l'accent aussi sur **l'exécution des peines**, nous devons avoir la plus grande vigilance sur ce sujet. Nous ne pouvons laisser des décisions de justice inexécutées, il en va de la crédibilité et de l'autorité de la Justice pour les condamnés, pour les victimes aussi.

J'accorderai une attention soutenue aux juridictions ayant le stock de peines le plus important. Cette volonté se traduit dans un plan d'exécution des peines afin de réduire le taux et les délais d'exécution ; j'entends soutenir les acteurs judiciaires dans la réalisation de ces objectifs.

Pour cela, nous devons définir des moyens adaptés : j'ai ainsi fixé des objectifs chiffrés pour le développement des aménagements de peine (5 000 actuellement à 12 000 placements sous surveillance électronique).

Je souhaite que l'on favorise aussi le travail d'intérêt général et je compte aussi sur vous Mesdames, Messieurs les élus car votre implication est essentielle à la réussite de ce programme. Je souhaite aussi saluer votre engagement au quotidien aux côtés de l'Etat pour développer ce territoire et vous en remercie.

4. L'installation du nouveau président du TGI de Bobigny me donne l'occasion de souligner encore toute l'importance des synergies entre les acteurs qui contribuent à l'œuvre de Justice, et de justice pénale notamment. La justice, mais vous le savez parfaitement, ne s'arrête pas à l'enceinte du tribunal, elle ne peut fonctionner qu'en **interaction avec tous les acteurs de la chaîne pénale**.

Je veux insister sur tout l'intérêt de ce travail commun, de ce travail en bonne intelligence. **L'efficacité de la chaîne pénale** repose sur l'intervention conjointe et complémentaire de tous les acteurs institutionnels locaux, avec pour objectif commun la poursuite de l'intérêt général. La police et la justice exercent dans cette chaîne pénale des

missions complémentaires dans la recherche et l'établissement de la vérité, en vue de la répression des actes de délinquance, dans le respect des prérogatives de chacun. La situation en la Seine-Saint-Denis n'est pas autre, et les objectifs, et les obligations des uns et des autres ne sont pas autres non plus.

Des situations exceptionnelles font prendre conscience aussi de toute l'importance d'un dialogue fluide et continu entre les acteurs de la chaîne pénale. Les acteurs, comme l'ont très clairement exprimé les organisations syndicales, souhaitent travailler dans ce sens. **Je suis très favorable, avec Brice HORTEFEUX, à leurs propositions et à la mise en place d'un groupe de travail commun, dès début février, qui serait accompagné par les cabinets des ministères de la Justice et de l'Intérieur. Travaillons, sur le plan national, ensemble à une meilleure action des policiers et des magistrats, évoquons ce qui nous divise, améliorons ce qui nous unit, j'appelle de mes vœux un dialogue constructif et productif pour nos citoyens.**

*

* *

Je sais pouvoir compter sur le professionnalisme et le sens de l'intérêt général de chacun pour mener à bien cette réflexion, et conduire en bonne intelligence nos missions.